

396
(714)(05)
8e7



 *petite messe*

Quatrième année, no 2.
Avril 1984

La Fédération des Femmes du Québec

- Consultation - la parole est aux membres
- Le regroupement des femmes entrepreneures
- Comité d'éducation
- Démarches d'émancipation pour les femmes
- Microtechnologie

ÉDITORIAL

Démarche féministe, où en est-elle après dix ans?



Denyse B. Rochon présidente

Le 8 mars marque, chaque année, un temps d'arrêt et de réflexion dans la démarche féministe. C'est le temps, pour nous toutes, désormais, de nous retrouver, de fêter, échanger et faire le point.

Cette année, tout particulièrement, comme si tout le monde s'était donné le mot, à la Fédération comme à l'extérieur, une question flottait: "Où en sommes-nous après dix ans?"

On peut lire ou entendre, ici et là, depuis quelque temps, une petite phrase qui nous accroche l'oeil ou l'oreille, une de ces phrases débitée à l'emporte-pièce, qui semble arranger ou apaiser bien du monde par ces temps difficiles de crise économique et de chômage. "Le féminisme est mort". Tournons la page. Trop simple: pour que le féminisme soit mort, il faudrait que **toutes** les femmes aient le sentiment profond d'être réellement en vie. Et nous avons encore beaucoup de route à faire.

Bien sûr, à repérer l'égalité des hommes et des femmes dans nos textes de Constitution, Chartes, Code civil, etc., nous pourrions nous arrêter là, pleines de ces victoires et clore les débats. Une belle page d'histoire écrite et - vive les clubs d'anciennes combattantes.

Mais le vécu quotidien des femmes nous pousse de l'avant. Les chiffres sont accablants: le salaire d'une femme vaut encore les $\frac{2}{3}$ de celui de l'homme; 5% seulement de femmes occupent des postes de gestion mais 85% sont aux postes de soutien si menacés par la micro-technologie: 70% des familles monoparentales ont à leur tête une femme, 75% des hommes ne leur versent aucune pension alimentaire, 44% de ces femmes ont pour unique ressource financière l'aide sociale; 10% seulement des

besoins en garderies sont comblés au Québec; 66% des femmes de plus de 65 ans vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Ajoutons qu'une femme sur 4, au Canada, est victime, un jour ou l'autre, d'agression sexuelle, 1 sur 17 sera violée et seulement 2% des hommes sont condamnés. Énumération longue, fastidieuse. Tant et aussi longtemps que ce mot "égalité" sera aussi peu respecté, nous, à la Fédération, saurons que notre tâche n'est pas terminée. Après 10 ans, nos petits gains ne sont rien face à ce qui reste à accomplir. Plus que jamais, les femmes doivent s'unir dans l'action. C'est par une solidarité à toute épreuve que nous l'obtiendrons autrement que sur papier, ce principe d'égalité.

La Fédération va donc de l'avant. Nous multiplions les rencontres avec les différentes instances gouvernementales, nous faisons connaître nos points de vue et nos revendications partout où notre voix peut être entendue.

Notre comité sur la pornographie a présenté son mémoire devant le Comité Fraser en février dernier.

Le comité éducation vient lui aussi de déposer un mémoire sur les collèges et les femmes aux audiences du Conseil des collèges.

Pour faire avancer nos dossiers, nul doute que nous saurons profiter, à la Fédération, des deux campagnes électorales toutes proches, pour faire valoir nos droits.

Nous savons combien, dans les grands moments de "sollicitation", nos politiciens veulent être à l'écoute des gens. Rappelons-leur, surtout, que nous sommes 52% de cette population courtisée qui vote, et que nous exigerons plus que des promesses électorales.

FFQ Petite Presse paraîtra quatre fois cette année. Elle est publiée grâce à une subvention du Secrétariat d'État.

Présidente de la FFQ
Denyse Bélanger Rochon

Rédactrice en chef
Maria Jean

Graphisme
Danielle Hervieux
Suzanne Paul-Hus

Composition
Compo-Gym Inc.

Impression
Trans-Mag

Secrétariat et abonnement
Raymonde Beauchamp

Coordonnatrice Liliane Blanc

La reproduction des textes publiés dans **FFQ Petite Presse** est autorisée avec l'identification de la source.

Les **membres** en règle de la FFQ reçoivent les numéros gratuitement. Les personnes résidant à l'extérieur du Québec peuvent s'abonner si elles le désirent.

Abonnement pour un an (quatre numéros): 7 00\$.

Abonnement de soutien: versements par chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

FFQ Petite Presse
1600, rue Berri, Bureau 3115
Montréal, H2L 4E4
Tél.: (514) 844-7049

FFQ Petite Presse, Sept. 1981. ISSN: 0228-8478. Dépôt légal Bibliothèque Nationale du Québec.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Sommaire et Billet 1

ACTUALITÉ

Le mot de la coordonnatrice 2

Départ de Jeanne Gariépy 3

Trousse médico-légale 4

Agression sexuelle 4

Mémoires F.F.Q. 5

Claire Bonenfant: départ du CSF 5

DOSSIER

Éducation 6-7

Microtechnologie 9

Pension 10

CONSULTATION

8

ÉCRIRE AU FÉMININ

11

CONSEILS RÉGIONAUX

12-13

ASSOCIATIONS-MEMBRES

14-15

NOUVELLES

16

Représentations F.F.Q.

17

Billet UN NOUVEAU CHOIX

Chères lectrices,

Dans la vie, que l'on s'y attende ou pas, il faut constamment faire des choix. C'est mon cas présentement. D'autres tâches, non pas plus importantes, mais plus urgentes, m'appellent. Après mûre réflexion, je me dois d'assumer d'autres responsabilités, ailleurs, dans le champ socio-politique. C'est avec regret que je quitte la direction de la rédaction de la Petite Presse.

J'aurai plus d'une occasion de poursuivre, au nom de la solidarité, les actions déjà amorcées, et de participer à l'initiation d'actions futures axées sur l'amélioration de la condition des femmes, au pays. L'œil

grand ouvert, l'esprit vigilant et en alerte, je serai attentive aux besoins des femmes et j'en défendrai les intérêts, sur la place publique. En voici un exemple.

Ainsi le 8 mars dernier dans le cadre de la journée internationale de la femme, j'avais le plaisir de présider un colloque, ouvert au public.

Organisé par la CLFNQ et réunissant 500 femmes, ces dernières venues de tous les coins de la Province pour participer et discuter d'un sujet d'actualité: la participation accrue des femmes en politique.

Pour traiter d'un tel sujet une panoplie de conférencier(e)s expert en la matière avaient accepté de s'adres-

ser aux participants et je veux citer: la ministre d'état à la jeunesse madame Céline Hervieux Payette, la sénatrice l'Honorable Yvette Rousseau, la députée de Roberval, adjointe parlementaire au Secrétariat d'État, madame Suzanne Beauchamp Niquette et madame Florence levers conseillère spéciale du Premier Ministre P. Trudeau.

Nous avons le grand honneur et privilège d'avoir au déjeuner-conférence, celui qui fut le premier des ministres à être responsable du statut de la femme, nul autre, que l'Honorable Marc Lalonde, ministre des finances et leader du PLC. Pour cette occasion, madame Claire Tétreault Lalonde, son épouse, pionnière de la FFQ, avait ac-



cepté de le présenter.

L'occasion de communiquer encore avec vous me sera donnée, car, "l'Association des femmes travaillant à temps partiel" que j'ai fondée, il y a deux ans, publiera bientôt son bulletin. Pour inf: (514) 282-1418.

Je continuerai de m'entichir en lisant la Petite Presse. Je remercie l'équipe de la revue; j'ai été flattée d'être au service de la F.F.Q. **Maria H. Jean**

actualité

Le mot de la coordonnatrice

Beaucoup d'entre vous me connaissent déjà. En tant que vice-présidente aux Communications, j'ai pu approfondir pendant plus d'un an, les rouages de notre organisme. Ce qui facilite grandement ma tâche aujourd'hui.

Merci à Jeanne Gariépy qui, toujours disponible, m'a permis d'enchaîner sur le travail qu'elle a si bien accompli. Après deux mois, je dois vous dire que j'aime énormément ce que je fais. C'est une fonction exigeante et vous devez bien vous en douter: certains jours on se prend à souhaiter ressembler à certains personnages de tableaux hindous, pourvus de six ou huit bras, deux ou trois têtes, de façon à pouvoir satisfaire tout le monde en même temps. Et la même chose pour Raymonde, au secrétariat. Mais quel plaisir de constater qu'on arrive finalement à tout faire.

Me voici, donc, encore plus plongée au cœur de la Condition féminine. Pour mieux me situer, je dois préciser que j'occupais, auparavant, le poste de directrice d'un groupe communautaire qui oeuvre pour l'amélioration de notre environnement. Je reste membre du Conseil d'administration de cette petite entreprise dont la vocation est de faire prendre conscience aux gens de l'importance de mieux

gérer nos déchets, notamment le papier. Faire changer les mentalités comme dans la lutte menée pour les femmes. Et dans les deux cas, encore un bon bout de chemin à faire.

Ce Centre écologique m'a amenée, tout dernièrement, à toucher, de façon très concrète, au problème de l'inégalité des chances des femmes, par rapport aux hommes, sur le marché du travail. Un fait que j'ai jugé pertinent de vous livrer.

Il s'agissait de passer des entrevues pour me trouver un(e) successeur(e). Membre du Comité de sélection (2 hommes, 2 femmes), j'étais contente d'apprendre que sur les 6 candidats ayant postulé 5 étaient des femmes! Tout était bien en place pour éviter la moindre discrimination.

Nous avons eu à rencontrer des jeunes gens entre 25 et 30 ans, intelligents, ouverts, sympathiques, des personnalités intéressantes à bien des égards. À l'évaluation, et sans discorde, notre choix s'est porté...sur le gars. Pas plus brillant que les autres mais mieux préparé à réussir ce genre de compétition. Le seul à avoir pensé son déroulement de carrière et à avoir pris les bons moyens pour arriver à ses fins. De bons outils en main: cours de relations industrielles, de



Lilliane Blanc

gestion de personnel, d'administration, stages en entreprises. Le seul à avoir clairement inscrit dans son C.V. ses objectifs à court, moyen et long terme et à répondre précisément aux mises en situation que nous lui soumettions. Les filles, elles: une vision aigüe du monde, sachant bien ce qu'elles ne voulaient pas mais très floues sur ce qu'elles désiraient que soit leur avenir. Mal orientées, des cours suivis pour le plaisir et non dans un but très précis. Une expérience variée mais dispersée.

Prêtes à prendre l'entreprise en main mais un peu comme on mène une famille. Il leur manquait à toutes une cible à viser et pas mal de flèches. Même pour le déroulement de l'entrevue le gars était mieux préparé: choix de bons mots: "défi", "stimulant", "enrichis-

sant", "objectif", etc... S'il menait déjà sa vie de la sorte, pour l'entreprise, nous avions déjà une petite idée de ce qu'il ferait.

Les deux hommes du Comité ont vite jugé les filles: "des tripeuses". Quel potentiel gaspillé! J'ai manifesté ma déception, tout en étant d'accord sur le choix. Mes collègues ne m'ont pas bien saisie: "Elles n'ont pas le goût de faire de la gestion!" Le Goût! Au détour d'une phrase le gars nous avait signalé un conseil de son père: "Sur le marché du travail, c'est le top que tu dois viser!" Ma collègue, au rappel de ce bon mot qui nous avait marquées toutes les deux, avait glissé: "s'il a une soeur jumelle, papa a dû lui dire, à elle, épouse le gars qui est au top!"

Tout cela m'a fait repenser à une phrase révélée un jour par un ami: "Peu importe les cartes que tu as en main, l'important, c'est la façon dont tu les joues". Combien de filles apprennent à jouer leurs cartes? Combien encore, savent qu'il y a un jeu? Combien l'apprennent subitement et de façon parfois cruelle? Souvent trop tard, quand d'autres - souvent des hommes - ont déjà empoché la mise.

RAPPEL

aux Conseils régionaux,

aux Associations-Membres,

aux membres,

je vous encourage à faire parvenir au secrétariat les nouvelles que vous voudriez voir

insérées dans la prochaine revue, et ce, le plus tôt possible.

Pension Sécurité

Le 1er janvier 1984, la pension de sécurité de la vieillesse est de 263.78 \$. Le supplément de revenu garanti maximum est de 265.50 \$ par personne seule et de 204.86 \$ par personne, pour un couple. Le Supplément de revenu garanti (SRG) sera augmenté de 50\$/mois en 1984; de 25\$ le 1er juillet et d'environ 25\$ le 1er décembre. Environ 750 000 pensionnés en béné-

ficieront, dont les trois quarts sont des femmes âgées vivant seules. Celles-ci se verront donc garantir un revenu minimum de 600\$/mois ou 7 200\$/an. Les rentes versées par la R.R.Q. avant le 1er janvier 1984 (sauf la rente d'orphelin) sont indexées au taux de 6,7% pour 1984. La rente hebdomadaire maximale de l'Assurance-chômage est portée à 255 \$ au 1er janvier 1984.

Départ de Jeanne Gariépy

Jeanne Gariépy a décidé de s'accorder un temps de repos bien mérité après des années de travail intense au sein de

notre organisme. Sa compétence, son dévouement, sa disponibilité et son sourire chaleureux sont connus de nous

toutes. Nul doute que nous aurons besoin de ses connaissances et de son expérience à un moment ou l'autre. Jeanne

restera proche de nous - Merci Jeanne



Denise B. Rochon, présidente à la FFQ, Jeanne Gariépy, ex-coordonnatrice à la FFQ.

Depuis le 30 janvier dernier, Liliane Blanc a pris la succession de Jeanne Gariépy au

poste de Coordonnatrice de la Fédération. L'intérêt profond que porte Liliane à la cause des femmes de même que sa

compétence en feront sûrement une bonne collaboratrice. Liliane était auparavant vice-présidente aux communi-

cations au sein du C.A. provincial.

Denyse B. Rochon

actualité...

● L'agression sexuelle

L'agression sexuelle est un des crimes violents les plus répandus. Des statistiques démontrent l'ampleur du phénomène; une femme sur cinq est agressée sexuellement au cours de sa vie; 30% des victimes sont des femmes au foyer; l'âge des victimes varie entre 2 mois et 87 ans; au Canada, il se commet 1 viol à toutes les 29 minutes; les victimes sont "choisies" selon un critère de vulnérabilité plutôt que d'apparence; dans la très

grande majorité des cas, l'agresseur a prémédité son geste; il connaît sa victime; il est sobre et commet son forfait dans des maisons privées, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit.

Paradoxalement, l'agression sexuelle est le crime le moins dénoncé: 20% de ces attentats sont signalés aux autorités. Pourquoi? D'abord à cause des nombreux préjugés qui entourent ce crime violent, où la victime devient objet de

suspicion et de mépris et est traitée comme si elle était coupable.

Préoccupés par cet état de fait et pour combattre les mythes et préjugés entourant l'agression sexuelle, après plusieurs années de recherches et de travail conjoint, le ministère de la Justice du Québec, le ministère des Affaires sociales, le ministère de la Condition féminine, le CSF et la Corporation professionnelle des médecins du Québec ont élaboré un guide d'intervention pour les victimes d'agression à caractère sexuel.

Ce guide vise des points précis: la victime d'abord - qu'elle soit traitée avec égards et soignée selon ses besoins, où qu'elle soit au Québec; les intervenants(es) - sensibiliser ceux et celles-ci aux problèmes spécifiques des victimes (mal physique, traumatisme psychique, choc émotif); la poursuite contre l'agresseur: - faciliter la démarche juridique d'une victime **qui décide** de porter plainte contre son agresseur. Une trousse médico-légale (disponible dans les établissements de santé, de même que par l'entremise d'un agent de la paix) s'ajoute au guide d'intervention dont l'objectif ultime est de faire diminuer le nombre d'agressions sexuelles au Québec.

● La trousse médico légale

La trousse médico-légale (qui accompagne le guide d'intervention pour le traitement des victimes d'agression à caractère sexuel) permet au médecin de procéder, pour des fins médicales et judiciaires, à des prélèvements tant sur le corps que sur les vêtements de la victime, afin de pouvoir établir le caractère sexuel de l'agression et l'identité de l'agresseur.

Avant de faire l'examen, le médecin devra obtenir, outre le consentement usuel exigé, la **permission écrite de la victime**; alors seulement, la trousse médico-légale pourra être utilisée et le médecin procédera à l'examen médico-légal.

Par la suite, le médecin remettra la trousse à un agent de la paix qui y apposera les scellés et acheminera le tout au Laboratoire de police scientifique, pour fins d'analyse et constatations légales. À partir de ce moment, le Procureur général prend la responsabilité, au nom de la société, de traduire l'agresseur devant les tribunaux. L'examen médico-légal évite, dans la plupart des cas, la comparution à la Cour des victimes et des médecins, la trousse contenant déjà les prélèvements susceptibles d'aider à la preuve et des infor-

mations pertinentes sur l'agression. Ce type d'examen médico-légal a été expérimenté, ailleurs, en Amérique du Nord, et les résultats obtenus permettent de croire à la possibilité de poursuites effi-

caces accrues dans le cas d'agression à caractère sexuel.

Une importante campagne de sensibilisation des intervenants(es) porte sur le thème "Comprendre les victimes d'agression sexuelle et leur be-

soin de réconfort". La formation des intervenants (es) dans tous les secteurs concernés se poursuit actuellement au Québec. Dès que l'implantation du nouveau guide sera complétée, le public en sera informé.



Implication de la maison Gomin

Les détenues de la Maison Gomin, en banlieue de Québec, ont participé activement, dans le cadre d'un programme de réinsertion sociale, à la fabrication des trousse médico-légales en faisant l'assemblage de tous les éléments qui les composent.

MÉMOIRES F.F.Q.

Nouveaux mémoires présentés:

- 28 février:** Mémoire sur la pornographie présenté devant le Comité Fraser, comité spécial d'étude de la pornographie et la prostitution.
- 28 mars:** Mémoire sur l'éducation: "Les Femmes et le Collège", présenté devant le Conseil des Collèges.



CLAIRE

BONENFANT

Une femme exceptionnelle

Nous voulons rendre hommage à Claire Bonenfant pour le très beau travail accompli durant les cinq années à la présidence du Conseil du Statut de la Femme.

Madame Bonenfant y a établi une ligne d'action que nous souhaitons voir se poursuivre. Cette femme intelligente, chaleureuse et courageuse, s'est acquis le respect de tous et de toutes. Grâce à elle, la crédibilité du Conseil du Statut de la Femme s'est affirmée et elle laisse derrière elle un bilan exceptionnel de réalisations et de bonne administration. Nous lui en sommes reconnaissantes.

Nos meilleurs voeux l'accompagnent dans sa nouvelle carrière à titre de membre de la Régie du cinéma. Nous sommes assurées que Madame Bonenfant y laissera sa marque.

Denyse B. Rochon

Formation

Au Collège Marie-Victorin, le mercredi 11 avril, de 10h à 22h30, une conférence sur l'hydrothérapie par le Docteur André Lapierre et Alberte Thibault. Pour tout renseignement, appeler à 325-0150, poste 376 ou 274.

Le programme d'ARC (animation et recherche culturelles) à l'**UQUAM** existe déjà

depuis dix ans. Il vise à former de réels agents de changement social; le point de vue privilégié par le programme, c'est celui des groupes populaires et des organismes coopératifs, entre autres. Le programme est ouvert aux étudiants et aussi à ceux et celles qui, n'ayant pas de DEC, ont plus de vingt-deux ans et une expérience pertinente. Pour renseignements: 282-3634.

CONCORDIA: Le Centre d'études communautaires en relations humaines, fondé en 1963, est rattaché au Département de sciences sociales appliquées de l'Université Concordia. Le Centre aide les organismes et les groupes à résoudre leurs problèmes en leur fournissant des services de consultation, de formation, de recherche. Le Centre fournit surtout des services aux

organismes et de temps à autre, il organise des ateliers et des séminaires. Pour obtenir de plus amples renseignements et la description des programmes, téléphoner à (514) 879-5905 ou écrire à: Centre d'études communautaire et en relations humaines, bureau F104, Université Concordia, 1455 boul. Maisonneuve Ouest, Montréal (Qué.) H3G 1M8.

L'ÉDUCATION: UNE DÉMARCHE D'ÉMANCIPATION POUR LES FEMMES

C'est sur ce thème que s'est tenu le premier colloque national de Action-Éducation-Femme (AEF) les 9-10 et 11 mars derniers à Montréal. Cent dix-sept (117) intervenantes auprès des femmes, dont 18 du Québec (4 de la FFQ), se sont réunies pendant ces trois jours pour partager et échanger sur leurs expériences d'intervention et pour se former elles-mêmes. Pour l'AEF, "est intervenante toute femme qui initie une action ou collabore à un projet qui vise à favoriser, chez les femmes, la prise en main de leur vie".

Le colloque avait pour objectifs:

- de susciter les échanges entre intervenantes,
- d'analyser divers aspects de l'éducation des femmes francophones,
- de favoriser les actions facilitant l'accès à l'éducation des femmes francophones.

Un climat simple et chaleureux a été mis en place dès le vendredi soir, ce qui a favorisé les échanges du samedi et du dimanche. La journée de samedi était consacrée à différents aspects de l'éducation des femmes. Pendant la matinée, les échanges ont porté sur les programmes de formation déjà existants; le but étant de s'informer, d'être à même de les analyser pour pouvoir, au besoin, les utiliser tels quels ou modifiés selon les besoins des femmes avec lesquelles les intervenantes interagissent. Ces programmes étaient regroupés sous cinq thèmes: santé physique et mentale, croissance personnelle, travail de groupe, orientation/réorientation, marché du travail. Dans l'atelier que j'animais, travail de groupe, Denise Crête était la personne-ressource et elle a présenté, notamment, le dossier S'ÉQUIPER POUR AGIR de la FFQ.

Les thèmes de l'après-midi portaient sur le financement, les structures de groupe de femmes, la motivation ou le burn-out, l'approche féministe et sur le comment rejoindre les femmes.

La journée du samedi s'est terminée par une plénière. Ce fut un temps où, collectivement, nous avons pu partager le vécu de la journée. Un élément important, me semble-t-il, ressortait de cet échange: une prise de conscience collective de la similarité des efforts d'émancipation des femmes à travers le Canada francophone malgré la disparité des situations. Au Québec, nous avons la force du nombre et de la culture

québécoise. Il y a cependant des régions isolées, éloignées. Et, à côté des grands groupes (eg: FFQ, AFEAS...), il y a aussi des groupes plus petits, moins structurés et moins outillés. Pour les femmes francophones hors-Québec, le contexte est différent. Pour elles, la lutte est double. Il y a celle à mener en tant que femme et il y a celle à mener en tant que groupe culturel minoritaire. Et la structuration de groupes à la fois féminins et francophones se heurte à de multiples difficultés. Malgré cela, la démarche d'émancipation est similaire et c'est sur ce terrain que les intervenantes francophones peuvent s'entraider et s'enrichir mutuellement.

Claire Bonenfant a ouvert les activités du dimanche. Elle a axé son intervention sur les "femmes et l'action" car, pour elle, "une démarche d'émancipation n'a de sens que si elle se fixe un objectif de prise de pouvoir ou de partage de pouvoir". Et ce pouvoir ne peut se prendre que par l'action. C'est par l'action, qu'elle soit petite ou grande, locale, régionale, provinciale ou nationale, dans le quotidien ou dans la politique; c'est par l'action que les femmes réussissent à se prendre en charge individuellement et à participer ainsi au devenir collectif. C'est pourquoi, d'après elle, la formation doit viser l'action. Il faut de la formation mais il faut aussi cesser de consommer de la formation. La formation est une source d'émancipation pour les femmes à condition de s'en servir et d'agir.

C'est sur cette réflexion que les intervenantes se sont ensuite regroupées en ateliers régionaux. Les 18 femmes du Québec se sont retrouvées et ont ensemble formulé leurs besoins en termes d'action et de formation à l'action. L'AEF semble pouvoir offrir aux intervenantes québécoises un lieu propice à divers types d'échanges et nous avons nommé France Brunelle comme représentante à l'exécutif de l'AEF tandis que Louise Godbout termine son mandat comme représentante régionale et que Denise Rochon poursuit son action à l'exécutif.

Ce fut un colloque auquel j'ai eu beaucoup de plaisir à participer et il me semble que des membres de la FFQ pourraient être intéressées à participer à certaines activités que l'AEF ne manquera pas d'organiser dans un avenir pas trop éloigné, nous l'espérons.

Claudie Solar
membre du comité d'éducation

LA FORMATION DES FORMATRICES

Le Service à la collectivité de l'Université du Québec à Montréal se prépare à lancer un programme de "formation des formatrices", programme qui s'adressera spécifiquement à une clientèle provenant des conseils régionaux et des associations membres de la FFQ.

Objectif:

Le programme s'adresse, dans un premier temps, à toutes les femmes qui ont déjà quelques expériences dans les organismes affiliés à la FFQ et qui désirent parfaire leurs habiletés pour être en mesure d'animer les sessions de formation du programme "S'équiper pour agir". Les participantes devront donc avoir participé soit aux programmes "Leadership I et II", soit à des sessions du programme "S'équiper pour agir" ou encore être en mesure de démontrer qu'elles mettent en pratique ou ont acquis par l'expérience, les habiletés requises pour favoriser la vie associative.

Souplesse et adaptabilité

Le programme sera conçu suivant un modèle de formation sur mesure. Il aura une durée variable selon les groupes car on tiendra compte des acquis des participantes et des objectifs spécifiques de chacun des groupes. Les horaires seront adaptables dans la mesure du possible; ainsi, si cela convient mieux à la majorité, on pense offrir des sessions sur semaine aux groupes de participantes de la région de Montréal et des sessions de fin de semaine aux groupes de participantes venant de l'extérieur.

Gratuité et engagement

Comme les frais de cours seront assumés par le Service à la collectivité (UQAM) dans le cadre d'une subvention spéciale, la scolarité sera gratuite. En retour, chaque participante devra s'engager à être animatrice de sessions de formation pour la FFQ ou encore, à prendre une responsabilité qui lui permette d'aider d'autres femmes à s'initier à la vie associative.

Se faire connaître

Pour celle qui veut élargir son champ d'action à l'ensemble des organismes de la FFQ ou encore qui veut se donner plus d'assurance dans ce qu'elle fait déjà au sein de son organisme, c'est une occasion qu'il ne faut pas laisser passer. Il suffit de faire connaître son intérêt (avec son nom, son numéro de téléphone et son adresse) en téléphonant ou en écrivant à la FFQ, a/s de la vice-présidente à l'éducation.

LA CONSULTATION DU CONSEIL DES COLLÈGES

Le Conseil des collèges, qui est un organisme consultatif auprès du Ministre de l'éducation sur les questions concernant les CEGEP, a lancé une opération de consultation sur "le CEGEP de demain: responsabilités et pouvoirs". La FFQ a préparé un mémoire en trois volets. Un premier volet examine l'orientation de carrière des cégepiennes. La FFQ constate que les filles s'o-

rientent encore trop nombreuses vers des métiers traditionnels comme les techniques para-médicales, les techniques de secrétariat et les techniques sociales; leur représentation dans certaines professions non traditionnelles, qui nécessitent des études universitaires, bien qu'à la hausse, est encore insuffisante. Enfin, encore aujourd'hui, les filles perçoivent le travail comme une transition avant le mariage bien que déjà 50% des femmes mariées aient un travail rémunéré et qu'il est probable que d'ici quinze ans, cette proportion augmentera à environ 78%. La FFQ demande notamment que les cégepiennes bénéficient d'un service d'accueil susceptible de les aider à explorer non pas une carrière unique comme font généralement les hommes, mais des modes de carrière possibles; ce service devrait aussi aider celles qui font des choix de carrière non traditionnels, il devrait leur assurer un support pour briser l'isolement dans lequel elles se retrouvent souvent lorsque les cours sont fréquentés par une majorité masculine ou qu'elles sont en butte avec les préjugés du milieu. De plus on devrait rechercher dans la communauté des femmes professionnelles, des appuis pour présenter aux cégepiennes des modèles de "femmes de carrière". Ces interventions auprès des jeunes filles devraient se conjuguer à une action auprès du corps enseignant et du personnel, hommes et femmes, pour que les mentalités se transforment et qu'un partage plus équitable, non seulement des responsabilités mais aussi du pouvoir, soit possible. Enfin, la FFQ réclame pour les femmes qui retournent aux études, notamment la conception de programmes de formation et recyclage adaptés aux besoins des femmes et élaborés en fonction de nouveaux emplois et/ou d'emplois existants dans des secteurs en demande. Elle demande aussi que les initiatives dans le domaine de la reconnaissance des acquis soient publicisées pour encourager les femmes à demander que leurs expériences soient reconnues lorsqu'elles décident de s'engager dans un programme de formation.



Madeleine Blais
vice-prés. à l'éducation

Dans un deuxième volet, la FFQ examine brièvement la situation des personnels féminins et constate que lorsque les femmes ont dû quitter leur travail pour assumer leur maternité, elles ont perdu plusieurs années d'ancienneté. Elles se retrouvent aujourd'hui, plus souvent que leurs confrères, mises en disponibilité. La FFQ demande que dans la perspective d'un meilleur équilibre des pouvoirs et responsabilités au collège, et aussi pour rendre justice au travail social effectué par les femmes, cette situation soit renversée dans les meilleurs délais.

Dans un troisième volet, la FFQ commente la relation entre les organismes féminins et le collège, pour cela, elle s'inspire des réponses obtenues à la suite d'un sondage auprès des conseils régionaux et des associations membres. Les organismes perçoivent le CEGEP comme une institution de formation qui s'adresse d'abord aux jeunes et qui vise la scolarisation. C'est dans cette perspective qu'on s'adresse le plus souvent à lui. On souhaite que le collège fasse davantage connaître les services de soutien qu'il peut offrir aux organismes féminins. Enfin, en ce qui concerne l'exercice du pouvoir, il semble que peu d'organismes féminins réalisent que les groupes socio-économiques dont ils sont, comptent des représentants au conseil d'administration des CEGEPs.

suite à la page 9

LA RECHERCHE-ACTION

À LA FFQ

LA PAROLE EST AUX MEMBRES

Bonjour à toutes,

Si vous êtes membres individuelles ou déléguées d'associations vous avez récemment reçu et complété le questionnaire d'enquête concernant la recherche sur les structures et le fonctionnement actuel de la FFQ. Il est encore trop tôt pour évaluer le taux de réponses mais déjà de nombreux retours de questionnaire nous permettent d'espérer que cette première étape de l'enquête sera franchie avec succès.

Les semaines qui viennent seront employées au codage du questionnaire et au traitement informatique des données recueillies. L'ensemble des tableaux statistiques obtenus nous permettra d'analyser les résultats et d'examiner les premières conclusions qui se dégagent de cette somme d'informations.

Par la suite un rapport faisant état de l'ensemble des résultats obtenus sera rédigé et un rapport synthèse vous sera alors envoyé afin que vous puissiez prendre connaissance des résultats et entamer une discussion éclairée sur les transformations que vous souhaitez entreprendre. Il va sans dire que le seul fait d'avoir déjà répondu au questionnaire d'enquête a sans doute amorcé un processus de réflexion beaucoup plus soutenu sur les difficultés de fonctionnement que connaît la FFQ et sur les solutions que vous aimeriez apporter pour y remédier.

La seconde étape de la recherche vise justement à aller recueillir les réactions des membres face à la perception collective qui se sera dégagée des résultats obtenus. Il vous sera alors possible de participer activement à la recherche en nous communiquant de vive voix vos commentaires personnels sur les résultats, vos attentes et vos besoins face à d'éventuels changements et les choix d'orientation que vous jugez nécessaires pour amorcer la restructuration de la FFQ. Des déplacements en région sont prévus à cet effet et les entrevues de groupe nous permettront de rencontrer un éventail représentatif des membres des Conseils Régionaux et des déléguées d'associations. Dès qu'il nous sera possible de le faire, nous procéderons à l'organisation de ces rencontres et nous vous communiquerons alors les informations relatives au déroulement de cette opération.

Toutes les informations recueillies lors de cette étape appelée "feedback" seront compilées dans un rapport final qui présentera une analyse encore plus approfondie des résultats quantitatifs obtenus à la première phase, en ce qu'elle tiendra compte de la coloration plus personnelle des membres suite aux réflexions subjectives et aux commentaires faits lors des entrevues de groupe.

J'aimerais, en terminant, vous informer de quelques changements survenus au sein de l'équipe de recherche: pour des raisons personnelles, Joanne McDermott a dû quitter le projet et nous avons alors sollicité les services de Diane Boulanger, sociologue, qui a accepté de participer à l'élaboration du cadre théorique et à la construction du questionnaire. Cet apport s'est avéré particulièrement fécond et nous a permis de respecter l'échéancier que nous nous étions fixé. Diane participera aussi à toute la période de travail requise pour le traitement informatique. En ce qui concerne la seconde étape, il est à prévoir qu'une intervenante-stagiaire en psychosociologie se joindra définitivement à l'équipe pour nous permettre de réaliser dans les temps prévus cette dernière phase de l'enquête. Quant à moi, j'ai hâte de communiquer avec vous autrement que par l'écrit, ce qui devrait ne plus tarder maintenant.

Francine Doyon

CONFÉRENCE SUR L'ÉLECTRONIQUE ET L'INFORMATIQUE

La Fédération des Femmes du Québec et le Conseil d'Intervention pour l'accès des Femmes au Travail (CIAFT) participent aux tables de concertation de la "Conférence sur l'électronique et l'Informatique".

L'organisation de cette conférence a été décidée en février 1983 au Conseil des Ministres "pour faire face à la crise économique au Québec et dans le but d'assurer la protection des emplois et le développement de nouvelles activités économiques". C'est ainsi que dans le cadre d'un certain nombre de tables de concertation sectorielles, tenues sur une période d'un an, le gouvernement prévoit décider, en collaboration avec ses partenaires socio-économiques, des actions à mettre en branle.

La conférence socio-économique sur l'électronique et l'informatique a donc reçu le mandat suivant:

- Discuter des mesures à mettre en place pour faciliter l'expansion de l'industrie électronique et de l'industrie du logiciel;
- Discuter des moyens à mettre en oeuvre pour accélérer l'utilisation des nouveaux services et des nouveaux outils informatiques dans les entreprises et des administrations publiques;
- Mettre en place les mécanismes requis pour assurer la maîtrise du changement technologique, notamment en matière d'emploi, de travail, de main-d'oeuvre et de formation;
- Et envisager les moyens de favoriser l'intégration harmonieuse de l'informatique à la culture québécoise.

Afin de couvrir un champ de préoccupations aussi vaste, le comité ministériel, en collaboration avec le Secrétariat des conférences socio-économiques, a décidé au cours des derniers mois de proposer à tous les partenaires de cette concertation une démarche nouvelle, associant à la table centrale des "décideurs", quatre commissions sectorielles répondant à chacun des objectifs décrits ci-dessus. Ce fonctionnement à deux niveaux devrait favoriser une meilleure préparation et une discussion plus approfondie des propositions d'actions soumises par les agents à la table centrale et permettre à la conférence d'agir en véritable "conseil d'orientation" des actions prises par les Québécois pour réussir cette nouvelle révolution technologique et sociale.

Les attentes de la F.F.Q. face à la conférence: texte intégral du discours de Denyse Rochon, présidente, lors de la réunion de la première conférence:

"Les attentes de la Fédération des Femmes du Québec face à la conférence se situent sur deux plans: le plan du concret et celui

du contenu. Nous nous attendons effectivement à ce que le dialogue entre les divers participants(es) à la conférence se traduise en des propositions concrètes et ce, dans une perspective multidisciplinaire. Seule une approche de ce type sera susceptible de tenir compte de toutes les variables reliées à l'introduction de nouvelles technologies. Seul ce genre de démarche permettra à tous les partenaires sociaux en présence d'effectuer un virage harmonieux et équitable. Le virage technologique qui s'amorce changera le visage du marché du travail au cours de la prochaine décennie. Il y aura des répercussions importantes sur l'emploi féminin. En effet, les progrès techniques, fondés principalement sur l'utilisation de microtechnologies, vont affecter les emplois du secteur tertiaire, là où les femmes sont en grand nombre. Les femmes se sentent concernées de très près par le virage technologique. Elles veulent y prendre une part active. Il n'est pas question de faire marche arrière. Notre préoccupation majeure dans le contexte actuel est de contrer un chômage massif éventuel et une détérioration des conditions sociales et économiques de la main d'oeuvre féminine. Il est donc impératif que des mesures énergiques soient prises:

- en termes de recyclage que la formation soit plus polyvalente afin de permettre aux femmes d'occuper les nouveaux emplois créés par l'arrivée de la bureautique.

- en termes de réorientation que les femmes puissent s'introduire dans des domaines touchés par les progrès technologiques, où elles sont aujourd'hui encore peu présentes. On peut citer à titre d'exemple des domaines tels que la conception assistée par ordinateur CAO et la fabrication assistée par ordinateur FAO.

Citons aussi la formation professionnelle spécialisée particulièrement dans l'informatique et l'électrotechnique.

- en termes d'orientation scolaire, que dès le secondaire nous sensibilisions et incitions nos jeunes filles à se diriger vers des secteurs de pointe traditionnellement masculins.
- en termes de travail à domicile et de travail à temps partiel, qu'il existe des mesures législatives et une possibilité de syndicalisation de façon à assurer des conditions de travail décentes aux femmes"

La Petite Presse vous tiendra régulièrement au courant du déroulement des prochaines réunions.

Marie-Françoise Marchis-Mouren
vice-présidente aux finances

suite de la page 7, "Dossier Éducation"

L'ÉNONCÉ DE POLITIQUE EN ÉDUCATION DES ADULTES

Le 28 février dernier le Ministre de l'Éducation, M. Camille Laurin, a déposé son énoncé de politique en éducation des adultes. Cette politique était attendue depuis longtemps par les milieux intéressés. Elle fait suite à la Commission d'étude sur la formation des adultes appelée Commission Jean. À première vue, la politique répond à certaines recommandations de la Commission Jean. Cependant bien des aspects demeurent ambigus. En conséquence, de nombreux intervenants en éducation des adultes ont réclamé la tenue d'une commission parlementaire pour permettre aux divers groupes de se faire entendre. Le

conseil d'administration provincial s'est joint au mouvement et a fait savoir que la FFQ désirait être entendue lors des audiences. Les conseils régionaux et les associations-membres ont été invités à réagir à l'énoncé de politique. En raison de l'impact que cette politique peut avoir notamment sur le financement de la FFQ et sur les orientations qui pourraient être imposées aux organismes d'éducation populaire (OVEP), c'est un dossier à suivre de très près.

Madeleine Blais
vice-présidente à l'éducation

Activités de la Coalition

pour une retraite décente

La Coalition initiée par la F.F.Q., regroupe des organisations comptant près d'un million de membres. Ces organismes représentent surtout des femmes, des personnes âgées et des travailleuses et travailleurs syndiqués. Le Comité de coordination s'est donné comme revendications principales le doublement de 25% à 50% du taux de remplacement du salaire antérieur dans les régimes de rentes du Québec et de pensions du Canada (R.R.Q. / RPC) ainsi que le relèvement du revenu minimum garanti à la retraite au-dessus du seuil de pauvreté. À l'avis de la Coalition, seules ces mesures permettraient à la vaste majorité de citoyennes et de citoyens ordinaires d'échapper à la pauvreté et de s'assurer une continuité du niveau de vie après la retraite.

En décembre 1983, le Groupe de travail parlementaire sur la réforme des pensions, connu aussi sous le nom du Comité Frith d'après son président, a publié son rapport. Dernier dans une longue série de rapports gouvernementaux sur les pensions, le Rapport Frith recommande de ne pas élargir les régimes publics en ce moment même s'il reconnaît clairement que tous les syndicats et la vaste majorité des groupes de femmes et des personnes âgées réclament cet élargissement.

Dans son budget du 15 février 1984, le ministre des Finances, Marc Lalonde, a annoncé les principales intentions de son gouvernement en matière de pensions. À part une petite augmenta-

tion du supplément de revenu garanti (SRG), il est clair que ce gouvernement ne veut pas élargir davantage les régimes publics. La F.F.Q. a été invitée à rencontrer le ministre Lalonde pour faire connaître ses réactions au budget.

Un document a été étudié et adopté par le comité, condamnant le fait que le Rapport Frith n'a pas recommandé une amélioration immédiate et substantielle des régimes publics.

Ce document sera présenté aux ministres provinciaux responsables du dossier R.R.Q. et responsables des consultations sur une hausse du taux de cotisation au R.R.Q., afin de leur demander d'appuyer notre position dans leur propre législation et dans la conférence fédérale - provinciale prévue sur le rapport Frith. Ce même document a été envoyé aux média d'information.

Une lettre forme réitérant notre demande pour une amélioration des régimes publics a été rédigée. Cette lettre modifiée en fonction de la situation particulière de chaque organisme, pourra être envoyée par les divers groupes de la Coalition aux députés et aux ministres pertinents comme moyen de pression.

Le manifeste de la Coalition a été imprimé et est maintenant disponible.

Coordonnatrice:
Denise Destrempe-Marquez

FLASH

Extrait d'un communiqué de Presse publié par C.O.F.F.R.E. en septembre 1983

"Au cours de la saison estivale, le Coffre (centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi) de Saint-Jean-sur-Richelieu a marrainé un projet Été-Canada qui a permis à quatre (4) étudiantes de travailler... et très bien d'ailleurs!

Elles avaient pour mission de préparer quatre (4) brochures à l'intention des étudiantes de Sec. IV et V contenant des informations sur des choix de carrière différents pour les femmes. Pour parvenir à faire passer son message, l'équipe du projet a divisé les brochures en trois types d'articles: projet: présentation d'une carrière choisie par une étudiante qui a répondu à un questionnaire; profil: interview avec une femme de carrière; profession: monographie d'une profession inhabituellement choisie par les femmes.

L'équipe a voulu créer par ces brochures un outil d'identification des étudiantes à de nouveaux modèles de travailleuses et éveiller chez les étudiantes des ambitions professionnelles. Pour ce faire, tous les termes ont été féminisés et les brochures sont égayées par un personnage féminin qui "circule" entre les textes.

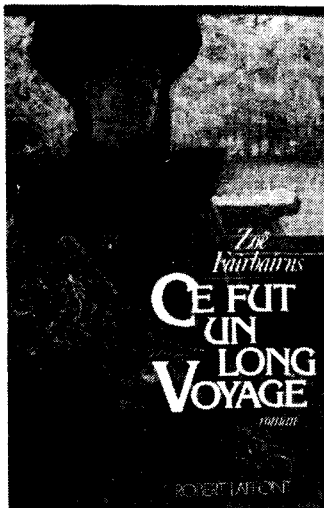
L'équipe, composée de deux (2) recherchistes, d'une (1) graphiste et d'une (1) coordonnatrice a dépensé beaucoup d'énergie pour mener à terme leur mandat. Elle désire maintenant que le fruit de leur travail soit diffusé..."

La coordonnatrice a poursuivi ses démarches et les brochures sont maintenant disponibles aux intéressés. La diffusion de cet outil d'intervention est maintenant possible dans le cadre d'un second projet Canada Travail 1984.

Pour de plus amples informations, téléphoner à 346-0924.

"CE FUT UN LONG VOYAGE" est une de ces grandes sagas familiales dont les romancières anglaises ont le secret. Zoé Fairbairns réussit à dépasser le sectarisme féminin en laissant la vie même et le caractère de ses héroïnes emporter celles-ci dans "ce long voyage" d'un siècle, de 1850 à 1960, où elle les fait lutter, pour s'affirmer et s'épanouir, contre une société faite par les hommes, contre le monde tel qu'il est et parfois même, contre elles-mêmes. À travers l'histoire de Sarah, la non-conformiste du XIXe siècle, d'Helena, de Peel, Ruby, et Jackie, l'auteure nous peint une fresque saisissante d'une époque remplie de contradictions. À travers les épreuves et les combats, les passions, les amours et les rêves de ces héroïnes, c'est toute la condition des femmes qui défile sous nos yeux, telle qu'elle était vécue et qu'elle l'est encore aujourd'hui. L'histoire de ces femmes nous touche car c'est la nôtre et celle de nos arrières grand-mères.

C'est un livre qui se lit facilement et qui ne laisse pas indifférente. Comment ne pas se



révolter contre le tragique destin d'Helena qui meurt d'une maladie vénérienne, contractée par son mari, que son médecin qualifiait de trouble nerveux causé par le fait qu'elle se

masturbait, pour compenser son insatisfaction sexuelle... Un livre à lire absolument.

"CE FUT UN LONG VOYAGE", par Zoé Fairbairns, publié aux Éditions Laffont, 528 pages, 16.95\$

"L'INTERVENTION FÉMINISTE" écrit par Christine Legault, Carole Lazure, Anne Pâquet-Deehy et Gisèle Legault est un livre qui traite essentiellement de l'intervention féministe telle qu'elle



apparaît dans les écrits des dix dernières années. En se situant à l'intérieur de ce courant, les auteures ont voulu expliquer leur position personnelle et apporter une critique aux éléments principaux de cette alternative proposée aux femmes. Les quatre auteures de ce livre sont des enseignantes en travail social de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal et elles ont formé en 1980 le Groupe de recherche en intervention féministe (G.R.I.F.)

"L'INTERVENTION FÉMINISTE" par Christine Corbeil, Anne Pâquet-Deehy, Carole Lazure et Gisèle Legault publié aux Éditions coopératives Albert Saint-Martin.

"LE CANADA, POURQUOI L'IMPASSE", tome I de Kaye Holloway, est certainement une oeuvre d'analyse magistrale qui répond aux questions que l'on se pose sur l'origine et la nature de l'enjeu canadien et

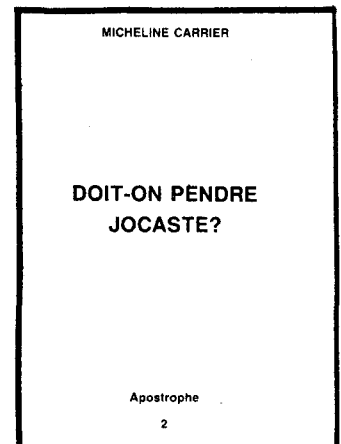
sur l'avenir du Canada et du Québec. C'est la première fois, en plus de cinquante ans, qu'une analyse de telle envergure est publiée. Dans son livre, l'auteure ne se contente pas de poser l'enjeu canadien; elle va plus loin en l'exposant, l'expliquant et en dégageant son sens véritable et cela dans une perspective d'ensemble. L'analyse presque clinique de Kaye Holloway ne laisse pas indifférente. Son jugement, tout comme son style, est parfois cinglant, parfois mordant, mais jamais intempestif. De nationalité britannique, Madame Holloway vit en France depuis une trentaine d'années. Elle a étudié à la London School of Economics en même temps que Pierre Elliott Trudeau. Elle est reconnue comme une autorité en matière de droit international et de sciences politiques. Son livre qui, soit dit en passant, a été écrit en français, est préfacé par Louis Sabourin, professeur à l'Université du Québec (ENAP-Montréal) et à l'Université Paris-Sorbonne. Cet ouvrage qui fait appel autant à l'histoire, au droit public, aux sciences sociales qu'aux relations internationales est appelé à devenir une source de référence dans les années à venir.

"LE CANADA, POURQUOI L'IMPASSE", tome I de Kaye Holloway, publié aux éditions Nouvelle Optique, 588 pages, 32.50\$.

"DOIT-ON PENDRE JOCASTE?". Doit-on pendre Jocaste, ou encore, la mère? Oedipe avait-il un "complexe d'Oedipe"? Que faisait Laïos, mari de Jocaste, sur les grands chemins à chercher querelle aux voyageurs, au lieu de gouverner Thèbes? Faut-il tuer les mères pour enfanter les pères, afin de créer des fils non misogynes et des filles autonomes? Et si c'était l'alliance, plutôt que la séparation des filles et des mères, qui pouvait engendrer les futures femmes détachées du regard-désir des hommes?



Voilà des questions que soulève Micheline Carrier dans "Doit-on pendre Jocaste?", un livre qui retrace les chemins sinueux sur lesquels nous avait entraînés Christiane Olivier dans "Les enfants de Jocaste".



"DOIT-ON PENDRE JOCASTE?" fait appel aussi aux hommes, non pas à ces hommes-sauveurs nés de "la plume surréaliste de C. Olivier, mais à ceux qui ont renoncé à se cacher derrière leur mère et qui ont le courage d'assumer leur part de responsabilité dans "l'histoire de l'humanité". Le livre, qui se lit comme un bon reportage, se termine sur une pièce mettant en scène une Jocaste qui défie les oracles et s'enfuit avec sa fille Antigone: Une rafraîchissante fantaisie.

"DOIT-ON PENDRE JOCASTE?" par Micheline Carrier, publié aux Publications Apostrophe Enr. Prix: 8\$.

À Montréal

Le regroupement des femmes entrepreneurs

C'est dans une atmosphère d'élégance et de bonne humeur que se déroula la soirée du lancement officiel du Regroupement des femmes entrepreneurs. Plus de cent cinquante personnes étaient réunies, au restaurant l'Île de France, par une magnifique soirée de printemps (eh oui, même la température s'était mise de la partie), invitées par le Conseil régional de Montréal, pour célébrer l'événement. Des invités de marque dont la sénateure Yvette Rousseau, les ministres Rodrigue Biron, ministre provincial de l'Industrie et Commerce, Denise Leblanc-Bantey, ministre d'État à la condition féminine, Marie-Hélène Boyle, vice-présidente du Conseil Consultatif Canadien sur la Situation de la femme, Denyse Rochon,

présidente de la Fédération des femmes du Québec, Geraldine Drapeau, présidente du Conseil régional de Montréal, Micheline Côté, directrice régionale pour la province de Québec au Secrétariat d'État était aussi présente. Dans un discours très bien étoffé et fort applaudi, la sénateure Rousseau a spécifié l'importance de l'implication des femmes dans le monde des affaires et de l'économie, implication qui, selon les statistiques, va grandissant.

Mais la grande nouvelle de la soirée a été annoncée par le ministre Biron, dans un discours truffé, hélas, de clichés (le sexisme a la peau dure!).

Madame Gisèle Desrochers a été nommée responsable du

secteur "Entrepreneurship au féminin" du ministère de l'Industrie et Commerce. Le but de cette nouvelle branche d'activité du ministère est de venir en aide et d'encourager l'entrepreneurship chez les femmes en leur offrant appuis, conseils, aide financière, etc. Ce département sera fonctionnel à partir du mois d'avril.

Prenant la parole après M. Biron, la ministre d'État à la condition féminine, Denise Leblanc-Bantey, a littéralement conquis toute l'assistance en répondant avec humeur et délicatesse, point par point, aux clichés utilisés par M. Biron tout au long de son discours. Pour finir, Francine de Grave, entrepreneure en construction, spécialiste en construction de béton, a partagé avec l'assistance son expérience de

femme d'affaires dans un milieu aussi "mâle" que la construction. Il va sans dire qu'elle fut fort applaudie.

Les activités du Regroupement des femmes entrepreneurs débiteront à partir du mois d'avril 1984. Leur objectif est d'offrir aux participantes une formation diversifiée dans le domaine de la gestion en général. Il y aura des cliniques de gestion, des séminaires, des conférences, etc. etc. Le Regroupement vise aussi à encourager les femmes à créer leur propre entreprise en s'associant entre elles pour trouver le capital nécessaire. Toutes les femmes, quels que soient leurs intérêts, sont invitées à participer aux activités. Pour toute information supplémentaire, il suffit d'appeler au (514) 259-5397.

AGENDA DES CLINIQUES DE GESTION

1984-85 SUJET

- 11 avril Subventions disponibles au PME
- 9 mai Le marketing de votre entreprise
- 13 juin Les lois et votre entreprise
- juillet/août Relâche
- 12 sept. Le financement de votre entreprise
- 10 oct. Comment choisir vos consultants
- 14 nov. Votre publicité
- 12 déc. Atelier I: Les caractéristiques nécessaires pour devenir entrepreneures
Atelier II: La gestion des stocks
- 9jan. Atelier I: Comment choisir son secteur d'activité
Atelier II: À déterminer
- 13 fév. La fiscalité
- 13 mars Atelier I: Achat ou création d'une entreprise
Atelier II: L'expansion de votre entreprise



De gauche à droite: Danielle Debbas, Francine De Grave, Denise Marquez, Brigitte Lefebvre.

petite presse régionale

À Québec: un nouveau départ!

Dimanche, le 4 mars au restaurant des Employés Civils de Québec, se retrouvaient douze membres du Conseil Régional de Québec sur l'invitation de leur Conseil Exécutif. Le but de cette rencontre: faire connaître les résultats d'une consultation entreprise auprès des membres de la région de Québec deux semaines plus tôt.

Ce sondage-maison répondait à la nécessité de cerner les attentes des membres face à leur Conseil Régional. Ce be-

soin se fit sentir avec acuité suite à la constatation d'une démobilitation générale des membres à la session d'automne. Il devenait donc nécessaire de savoir pourquoi la participation en était à un si bas niveau malgré l'énergie déployée pour organiser des activités et faire le suivi de certains dossiers. Le problème se posait en ces termes: il fallait refaire le plein et repartir à neuf sinon la machine menaçait de tomber en panne faute d'énergie.



Les participantes, à la rencontre du 4 mars, autour de la présidente Ginette Dumont.

Les résultats de la compilation

Après avoir dégusté un excellent repas en bonne compagnie, la présidente, Mme Ginette Dumont, nous présenta les grandes lignes de la compilation des résultats recueillis durant les semaines précédentes.

Le questionnaire avait pour principal objectif de connaître les attentes des membres face à la F.F.Q./Région de Québec, leur disponibilité et leurs principaux intérêts. De ce sondage, il est ressorti que la majorité des membres faisaient partie de ce mouvement par

solidarité à la cause des femmes, pour l'intérêt porté à l'information touchant de près les femmes et par besoin de contacts sociaux. De plus, les femmes questionnées s'entendaient généralement pour donner à la F.F.Q./Région de Québec un rôle de groupe de pression auprès des autorités. Toutefois, ces femmes se disaient très peu disponibles pour s'impliquer de façon active dans un tel groupe de pression. Ces dernières constatations dénotent manifestement une certaine contradiction entre les attitudes des

femmes (ce qu'elles affirment attendre de cette association) et les comportements qu'elles posent effectivement. Le type d'activités auxquelles elles veulent participer reflète bien le manque d'intérêt pour tout ce qui a trait aux gestes concrets exigeant un niveau élevé de participation. Ce sont effectivement les dîners-causeries et les soirées d'information qui ont obtenu le plus d'adeptes alors que les actions ponctuelles sont arrivées en fin de liste.

De tels résultats peuvent

s'expliquer en grande partie par une réelle démobilitation des femmes qui ne voient plus la nécessité de continuer à se battre, la situation des femmes s'étant déjà beaucoup améliorée. Il faut aussi compter avec le fait que les femmes d'aujourd'hui, avec leurs occupations, les tâches qu'elles cumulent au travail et à la maison, n'ont plus de temps à consacrer aux luttes pour l'amélioration de la condition féminine. Elles préfèrent souvent agir directement sur le terrain en prenant la place qui leur revient de droit.

La nouvelle orientation de la F.F.Q./Région de Québec

À la lumière de ces observations, il fallait donc centrer notre réflexion sur le devenir de notre Conseil Régional compte-tenu des attentes des membres et des ressources disponibles. Cette réflexion a permis de dégager un consensus entre les membres présentes. Ces dernières se sont mises d'accord sur la nécessité d'établir une priorité au lieu de s'éparpiller en ne faisant rien de vraiment efficace. Les effectifs étant réduits, il deve-

nait urgent de se limiter considérablement au niveau des tâches à entreprendre. Après un tour de table, il a donc été convenu d'arrêter notre choix sur la politique familiale pour cette année. Ce dossier a retenu l'intérêt parce qu'il touche tout le monde et en particulier les femmes du fait qu'il aura des implications sur la définition de la famille et des rôles à l'intérieur de celle-ci.

La décision de centrer nos

énergies sur un dossier bien précis n'empêchera pas la F.F.Q./Région de Québec de continuer à jouer son rôle au niveau de l'information et à favoriser la communication entre les femmes pour répondre aux attentes formulées en ce sens dans la consultation. À ce titre, il faut mentionner qu'il y aura deux rencontres d'information traitant de la fiscalité et de la technologie avant la fin de la session.

Cette double orientation que

se donne la F.F.Q./Région de Québec pour les mois à venir permettra, nous l'espérons, de satisfaire les deux tendances principales existant à l'intérieur de la F.F.Q./Région de Québec soit le désir de voir cette association à la fois comme un groupe de pression et comme un moyen d'information et de communication.

Suzie Brassard

ASSOCIATIONS-MEMBRES

Le "Y" des femmes et l'autonomie économique

Dans la foulée du mouvement féministe et il faut le dire, à l'avant-garde dans l'action, le YWCA entreprenait en 1980 un tout nouveau projet, Le **Centre de gestion pour femmes**. La femme, nous exhortait-on depuis un bon moment, devait avant tout rechercher son autonomie financière pour atteindre l'égalité des droits.

Parallèlement le congrès de la FFQ sur la femme et la pauvreté nous ouvrait les yeux en mettant en emphase les conditions de pauvreté des femmes.

C'est donc dans cet esprit et dans le but de donner aux femmes des outils pratiques pour leur permettre de démystifier d'abord les rouages financiers, puis de les aider à acquérir et à accroître les connaissances et compétences nécessaires pour mieux s'affirmer dans leur vie, les inciter à entreprendre des affaires et leur permettre de réussir, que le YWCA a mis sur pied ce nouveau programme. Les hommes y ont vu rapidement leur profit et d'autres firmes sont entrées dans la concurrence mais **Le "Y" des femmes** continue à promouvoir son **Centre de gestion** en mettant l'accent sur la qualité de ses professeures. Et ça marche!

En avril, le Centre de gestion pour femmes entreprend une

nouvelle session. Outre ses cours de base comme **La femme et le monde financier**, le **Marché boursier** et **Comment gérer son portefeuille** Le Centre offre pour une quatrième fois **Mettre sur pied sa propre entreprise**, un cours qui dépasse nos attentes. **L'immobilier pour la consommatrice** revient également au programme et un tout nouveau cours intitulé **Stress...Burnout...comment s'en sortir?** s'ajoute cette année à notre panoplie.

Bien sûr, et pour ne rien manquer au virage technologique qui nous assaille, le Centre offre ce printemps des cours comme **L'informatique démystifiée I et II (BASIC)**. Mais gardez l'oeil ouvert! Plusieurs nouveaux cours seront présentés dans ce domaine à l'automne.

Venez faire un tour au: Centre de gestion pour femmes, YWCA, 1355, Dorchester Ouest, pour vous procurer le dépliant des cours ou téléphonez au 866-9941, postes 18 ou 35. Rachel Laforest et Ruth Selwyn seront tellement contentes de vous dire en long et en large les avantages, conditions et approches des cours. choisiss...

Louise Dandurant

Des Action/Toronto

DES Action/Toronto a été officiellement inauguré le 20 octobre 1983. Nous devons rendre hommage à Anne Rochon Ford et à son excellent comité, pour leur zèle infatigable. DES Action/Vancouver a également ouvert ses portes le 4 novembre 1983, malgré les grèves et la confusion provoquée par celles-ci, et malgré les coupures budgétaires qui affligent actuellement la Colombie-Britannique. D'autres groupes sont en voie de formation dans l'Ouest et dans les Maritimes.

L'assemblée annuelle de DES ACTION/NATIONAL a eu lieu à San Francisco, du 4 au 7 novembre. Harriet Simand, Anne Rochon Ford et Barbara Mintzes représentaient les groupes canadiens.

Le 22 novembre 1983, Margaret Trudeau a invité Harriet Simand et Leslie Storozuk, pharmacienne à Ottawa, à participer à son programme de télévision "Margaret" à CJOH TV d'Ottawa. Elles ont discuté avec enthousiasme des divers aspects du problème DES.

Un questionnaire est adressé actuellement à plus de 3000 individus qui avaient

demandé de l'information sur les DES, à travers le Canada.

Le but de ce questionnaire est d'obtenir le feedback nécessaire en ce qui a trait aux soins médicaux reçus par les personnes ayant été exposées au DES.

DES ACTION/NATIONAL vient de publier un manuel important, intitulé: **Fertility and Pregnancy Guide for DES Daughters and Sons**. Ce guide offre des informations détaillées à l'intention des femmes et des hommes ayant été exposés au DES, ainsi qu'à ceux qui les soignent. Nous espérons être en mesure sous peu de publier ce guide essentiel en version française.

Les groupes DES ACTION éduquent le public et les spécialistes de la santé en ce qui a trait au DES et aide les nombreuses personnes ayant été exposées au DES à découvrir ce fait et obtenir les soins dont elles ont besoin. Des nouveaux groupes sont créés à travers le pays et nous avons besoin de bénévoles pour nous aider à grandir. Si vous êtes intéressé(e) veuillez communiquer avec le groupe le plus proche de votre domicile.

À Montréal: Snowdon, C.P. 233, Montréal, Québec, H3X 3T4, 482-3204.

FÉDÉRATION DES DAMES D'ACADIE

Cette année, la Fédération des Dames d'Acadie fête son 10e anniversaire de fondation. Beaucoup d'énergie est déployée au sein de cette association. Il n'est que de lire leur bulletin de liaison MATULU pour constater qu'on travaille fort à l'amélioration de la condition féminine, au Nouveau-Brunswick. Bon anniversaire.

LA VOIX

DES FEMMES

Dans le cadre de la décennie de la femme proclamée par les Nations-Unies, la Voix des Femmes entend cette année sensibiliser le plus de femmes possible sur la Paix. Pour informations: Diane Ampleman 482-8132.



ASSOCIATIONS-MEMBRES

Notre santé, parlons-en.

Sous le thème "Notre santé, parlons-en", la Fédération québécoise des infirmières et infirmiers a décidé de briser le silence et de mettre sur la place publique les dessous trop souvent méconnus d'une médecine qui entretient la dépendance des femmes, et, dans bien des cas, porte atteinte à leur intégrité physique et mentale.

Déjà engagée dans cette voie depuis quelques années, la Fédération entreprend maintenant une vaste campagne de sensibilisation dont l'objectif est d'amener les femmes et toutes les intervenantes et intervenants de la

santé à redéfinir leur rôle et à développer de nouvelles attitudes les uns par rapport aux autres.

Elles-mêmes au coeur de l'activité médicale, les infirmières sont confrontées jour après jour à des situations qui mettent en évidence des comportements abusifs, sexistes et souvent méprisants à l'endroit des femmes.

À ce titre, elles ont la responsabilité de lever le voile et de remettre en question cette dynamique piégée par un pouvoir médical dont les valeurs sont de plus en plus contestées.

Pour mener à bien ce projet, la Fédération procédera à une

large consultation tant auprès de ses membres qu'auprès de femmes qui ont été victimes de discrimination lors de séjours à l'hôpital ou de visites en consultation externe.

Essentielle, cette première étape nous permettra de dépasser ce sentiment d'isolement qui caractérise chacune de nos expériences et de tracer, par le fait même, un portrait plus global de la situation.

Par la suite, certains comités de la Fédération se pencheront sur différents aspects tels l'organisation du travail et les limites du rôle de l'infirmière, les questions de santé et de sécurité au travail et leur inci-

dence dans le milieu, les composantes historiques, culturelles et sociologiques à l'origine de cette situation, et les solutions, enfin, susceptibles d'apporter des changements à tous ces niveaux.

Pourtant, si nous voulons que ces démarches aboutissent à des résultats concrets, nous devons compter sur la participation de toutes et chacune.

Femmes, infirmières, travailleuses de la santé, nous avons la responsabilité de faire un examen de conscience collectif et d'inventer, ensemble, de nouveaux lieux de rencontres.

CAMPAGNE DE FINANCEMENT AU CENTRE DES FEMMES

Une chaîne de solidarité féminine

Françoise Côté-Sénécal

Le Centre des Femmes, de Montréal, est un organisme à but non-lucratif qui existe depuis plus de 11 ans et dont le but est d'aider les femmes à s'aider elles-mêmes.

Le 8 mars dernier, une campagne de financement était lancée par notre présidente honoraire, Madame Jacqueline Vézina, fondatrice/directrice du Salon de la Femme, dans le but d'amasser la somme de 1,000,000\$ pour la rénovation et l'agrandissement des locaux présentement occupés au 3585 rue St-Urbain.

Cependant, pour mener à bien cette campagne de sollicitation nous avons **besoin de bénévoles** qui accepteront généreusement de nous consacrer quelques heures afin d'assurer le suivi de nos demandes auprès des grandes corporations. De façon très concrète voici ce que nous demandons: choisir 5 dossiers de sollicitation déjà transmis par courrier et s'assurer, par des appels ou par des visites, que le dossier du Centre des Femmes est étudié attentivement et qu'une recommandation est faite pour accorder un don à notre organisation.

Nous faisons appel à votre sens de la solidarité féminine pour nous aider à atteindre notre but.

Chaque mardi à 17.00 hrs., réunion des bénévoles au Centre des Femmes, 3585 rue St-Urbain.

Pour toute information: 842-0350, Françoise Côté-Sénécal. **Le Centre des femmes... par des femmes.. pour les femmes. Ce que femme veut... femme le peut.**

Montréal Women's Network

Le 24 mars dernier, le Montreal Women's Network a organisé au YWCA de Montréal, un colloque axé sur "Les femmes et la technologie: stratégies à définir". Des personnes-ressources particulièrement compétentes animaient des ateliers traitant de bureautique, de nouvelles relations pédagogiques, d'art et de sciences, de consommation. Si vous désirez vous procurer de l'information sur les résultats de cette journée, veuillez communiquer soit avec Karen Feuillet au: 672-0020 soit avec le Centre de gestion pour femmes du YWCA: 866-9941 poste 18 ou 35.

Fédération québécoise des infirmières et infirmiers

R.I.A.F.

Il s'agit d'un microprogramme de perfectionnement des intervenantes auprès des femmes; P.I.A.F. est offert par la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal. Au mois de mai et juin 84, le cours "Anthropologie de la condition féminine" sera offert de façon intensive, sur trois fins de semaine. Le cours permettra de relativiser la situation de la femme au Québec en la comparant à celle des autres femmes dans d'autres sociétés et cultures. En juillet, un des cours à option "Condition de la femme dans l'Église" sera offert par la Faculté de théologie, de façon intensive, sur deux semaines. Prévu pour l'automne: "Anthropologie de la condition féminine". "La femme dans la société québécoise", "Les relations homme-femme". Pour informations sur P.I.A.F., communiquez avec CLAUDIE SOLAR, (514) 343-6982; 3333, Chemin Queen Mary, bureau 245, Montréal (Qué.) H3V 1A2.

Association des femmes diplômées des Universités

Dans le but d'améliorer les connaissances et les habiletés

des femmes qui sont confrontées à des problèmes de gestion, l'U.Q. à Hull avec la collaboration de l'Association des femmes diplômées des Universités, offre des sessions de perfectionnement aux femmes d'affaires, cadres et professionnelles. Des sessions se tiendront en avril et mai. Pour informations, contacter Mme Ginette Stogaitis à (819) 776-8400.

Centre des Rencontres du Mercredi Inc

Le 8 février 1984, au Sheraton Laval, le Cercle des rencontres du mercredi Inc. recevait ses membres à un souper-conférence, pour célébrer la fête de l'amour. Le conférencier invité était M. Claude Mailhot. Le 14 mars, l'invitée, Dr. Guylaine Lanctôt de la Clinique de varices, est venue parler d'esthétique. Le 21 avril, invitation à une soirée musicale au Cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse, à 20 heures. Le coût du billet sera de 10\$. Les bénéficiaires de la soirée iront à la maison d'accueil Le Mitan. Le Cercle des Rencontres du Mercredi Inc., C.P. 271, Sainte-Thérèse, (Québec) J7E 4J2.

nouvelles

"Sexisme: naître rose ou bleu"

La maison "Info-cassettes", spécialisée dans la diffusion de cassettes de cours, conférences et entrevues, vient de lancer une série de six cassettes réalisée à partir d'un ensemble de treize émissions radiophoniques produites dans les studios de la radio communautaire de Châteauguay par la **Collective de la Coudée Franche inc.** Un groupe de femmes qui s'est penché sur le sexisme qui imprègne encore notre environnement quotidien. "**Sexisme: naître rose ou bleu**" tel est le titre de la série qui passe en revue, en six heures d'écoute, toutes les facettes de notre monde stéréotypé: la naissance, le langage, l'école, l'amour, le travail, la publicité, le pouvoir, la santé etc...

Un bon outil de réflexion, également d'animation pour vos ateliers. Info-cassettes: (514) 842-4389.

Santé et bien-être social Canada,

par son ministre, Madame Monique Bégin, annonçait en janvier, que soixante-huit organismes bénévoles nationaux de santé et de bien-être social se partageraient en 84 une subvention globale de 5 325 millions de dollars. Reconnaissant le rôle de premier plan que jouent ces organismes dans la planification, la diffusion, la coordination de services volontaires, Madame le ministre se dit heureuse que le Ministère ait pu doubler le nombre d'organismes bénéficiaires de subventions, cette année.

La semaine du bénévolat

1984 marque le 10^e anniversaire de la Semaine du bénévolat au Québec, du 23 au 27 avril, cette semaine aura pour slogan cette année: "L'imagination au pouvoir".

Une bonne occasion pour rendre hommage aux milliers de bénévoles qui oeuvrent à améliorer la qualité de notre vie et témoignent de la vitalité de notre société. Cette année, on veut particulièrement attirer l'attention sur la jeunesse, gage de notre avenir.

N'oubliez pas de fêter vos bénévoles.

"Marie haute à la marée basse"

"MARIE HAUTE À LA MARÉE BASSE" est la dernière production vidéo 1984 du **Théâtre à Mitaine à Mi-temps**. Le sujet: la santé mentale des femmes.

Pour location ou achat: (819) 758-3619 le jour (819) 752-2637 le soir.

Assurance-chômage

Depuis le 1^{er} janvier 84, il est devenu possible pour une personne de toucher des prestations de chômage et de demeurer au foyer pour prendre soin d'un enfant nouvellement adopté. Une brochure décrivant les conditions d'admissibilité aux prestations d'adoption et de maternité est disponible au **CENTRE D'EMPLOI DU CANADA** le plus près de chez-vous.

La clé

LA CLÉ, centre de lecture et d'écriture pour les personnes qui ont de la difficulté à lire et à écrire, offre des ateliers **gratuits** de jour et de soir, en petits groupes. L'analphabétisme touche beaucoup de femmes qui n'ont pu poursuivre leur apprentissage pour de multiples raisons. Ne pas maîtriser la lecture et l'écriture entraîne une foule de problèmes: pour travailler, se déplacer, connaître et défendre ses droits.

LA CLÉ tient compte dans son approche de la réalité spécifique des femmes en les rejoignant à travers des thèmes qui les préoccupent: aide-sociale, chômage, consommation etc...

Si vous connaissez des personnes qui ont des difficultés à lire et écrire, ce service peut les aider.

Pour information: LA CLÉ, 527, rue Cherrier, Montréal, Tél: 843-6511.

Les éditions du remue-ménage

ont procédé au lancement d'une nouvelle parution: "Féminité, subversion, écriture", textes réunis et présentés par Suzanne Lamy et Irène Pagès.

Aux mêmes éditions, un véritable dossier, essentiel pour qui veut découvrir l'histoire des femmes et l'origine de la Journée internationale des femmes: "LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES" de Renée Côté. Les Éditions du Remue-Ménage, 4800 Henri-Julien, Montréal, tél: 526-6653, Yolande Fontaine.

Galerie nationale du Canada

Soucieux de la famille, les Services éducatifs de la Galerie Nationale ont conçu un programme permettant de découvrir les collections permanentes et temporaires de la Galerie et d'acquérir des connaissances artistiques, en famille. Les séances durent une heure et demie et portent sur un seul thème: la couleur, la lumière, le paysage, la manifestation de la musique dans la peinture. Les familles intéressées peuvent consulter le programme de la Galerie pour connaître la date des prochaines séances; il faut s'inscrire à l'avance. GALERIE NATIONALE (Services éducatifs) 995-7476.

Crépuscule

vient de lancer son cinquième catalogue, édition 84; une centaine de titres de films distribués en exclusivité par "Les Films du Crépuscule". Pour obtenir le répertoire des films: 4503 S.-Denis, # 1, Montréal, Tél. 849-2477.

Groupe d'intervention vidéo:

un nouveau vidéo sur les femmes et le vieillissement: "PENSE A TON DÉSIR" réalisatrice: Diane Poitras. "POUR QUI TOURNE LA ROUE", vidéo couleur, ouvre la voie à une réflexion sur un terrain, nouveau encore pour les femmes, celui de la microtechnologie. Il permet une vision élargie de la situation des femmes au travail. Groupe d'Intervention Vidéo, 1308 Gilford, Montréal, Tél. 524-3259.

Représentations de la F.F.Q.

Sept 83 - Mars 84

Septembre:

Présence à la rencontre organisée par Madame Judy Erola de divers groupes féminins avec des fondations canadiennes.

13 sept:

Présence au Colloque sur le 35e Anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme.

19 oct:

Présence aux audiences publiques tenues par le groupe de travail parlementaire "sur la réforme des pensions".

24 - 27 oct:

Présence à la 2e Conférence Canadienne sur le Vieillissement à Ottawa.

29 - 30 oct:

Participation nombreuse au FORUM - C.S.F. sur les femmes et l'économie. Palais des Congrès à Montréal.

31 oct - 2 nov:

Présence lors de la consultation du gouvernement fédéral: Ministère de la Condition féminine, secrétariat d'état (promotion de la femme et C.C.C.S.F. avec les organismes féminins.)

28 - 29 nov:

Participation aux audiences publiques sur les modes de scrutin - dépôt d'un mémoire.

janvier 84:

Participation aux États généraux sur les Communications organisés par l'ICEA.

16 - 17 janvier:

Congrès de fondation du CIAFT (Conseil d'Intervention pour l'accès des Femmes au travail)

18 janv:

Présence à la table nationale de concertation du MEPACQ - Rencontre préliminaire

16 février:

Rencontre avec le ministre des Sciences et de la technologie du Québec, M. Gilbert Paquette. Sujet: la microtechnologie.

28 février:

Lancement de la politique sur l'éducation aux adultes.

6 mars:

Déjeuner-causerie de la Chambre de Commerce de Montréal. Conférencière: Céline Hervieux-Payette. Invitation à la table d'honneur.

8 mars:

Lancement de la campagne de financement du CIRF.

9 mars:

Réception donnée en l'honneur de Claire Bonenfant au C.C.C.S.F.

16 - 19 mars:

Congrès Annuel du N.A.C. à Ottawa.

19 mars:

Rencontre avec le Ministre des Finances du Canada, M. Marc Lalonde. Sujet: le budget fédéral, les pensions.



Bulletin d'adhésion à la F.F.Q.

COTISATION ANNUELLE
(de mars à février) \$20.00
Renouvellement
Nouvelle adhésion

NOM PRÉNOM
(à la naissance et/ou autre)

ADRESSE

VILLE PROV. CODE POSTAL

TÉL. RÉSIDENCE TÉL. TRAVAIL

OCCUPATION ACTUELLE

À quel comité ou avec quel groupe d'intérêt pouvez-vous collaborer activement?

Action politique
Communication
Congrès
Droits de la personne
Éducation

Gardieries
Microtechnologie
Mise en candidature
Pornographie
Publicité sexiste

Recrutement et financement
Conseil d'administration
Régime de retraite
Santé
Statuts et règlements
Travail

Seriez-vous disponible comme personne ressource conférencière ou animatrice Dans quel secteur?

Associations membres

MONTRÉAL

- Association des cadres et professionnels de l'université de Montréal¹
- Association des femmes autochtones du Québec
- Association des femmes diplômées des universités
- Association des puéricultrices de la province de Québec¹
- Association des veuves de Montréal¹
- Atelier d'écriture de Beloeil³
- B'nai B'rith l'amitié³
- Centre d'information et de référence pour femmes⁴
- Centre des femmes de Valleyfield¹
- Cercle des femmes journalistes¹
- Cercle des rencontres du mercredi inc.²
- Club Wilfrid Laurier des femmes libérales²
- Conseil des média communautaires de Laval Inc.⁴
- D.E.S. Action/Canada
- Fédération des Femmes des Services communautaires juifs⁴
- Fédération québécoise des infirmières (infirmiers)¹
- Junior league of Montreal Inc.²
- Montreal Lakeshore University Women's Club¹
- Montreal Women's Network¹
- Mouvement des femmes chrétiennes³
- Refuge des femmes de l'ouest de l'île⁴
- Regroupement des garderies, région "six C"¹
- Voix de femmes²
- YWCA⁴

QUÉBEC

- Association des femmes diplômées des universités¹
- Mouvement des services à la communauté de Cap Rouge¹
- Société d'étude et de conférences (Québec)³

SAGUENAY

- Centre bénévole de Mieux-être de Jonquière²
- Club culturel humanitaire Chatelaine²
- Ligue des citoyennes de Jonquière²

THETFORD MINES

- Regroupement pour les droits des femmes dont les maris sont décédés d'accidents de travail ou d'amiatose (RFMD)²

NOUVEAU-BRUNSWICK

- Fédération des Dames d'Acadie Inc³
- ¹ Associations professionnelles
- ² Associations à caractère social et humanitaire
- ³ Associations à caractère culturel et religieux
- ⁴ Services communautaires

LAC ST-JEAN

- Centre de bénévolat du Lac Inc. (4)

Conseils régionaux

Lac St-Jean Jeannine Picard, présidente

Saguenay, Antoinette Dubé, présidente

Thetford Mines, Carole Émond, présidente

Québec, Ginette Dumont, présidente

Montréal, Géraldine Drapeau, présidente

Campagne de recrutement

Message spécial

Il est demandé à chaque membre de la F.F.Q. de recruter un nouveau membre pour 1984. N'est-ce pas un beau cadeau à offrir?

La Fédération des Femmes du Québec
représente plus de 100 000 membres
répartis dans les associations-membres
et les conseils régionaux

REGISTRATION
FFQ FEMMES DU QUÉBEC
1600 RUE BERNI
SUITE 3115
MONTRÉAL, QUÉBEC H4L 4E4

